



Communiqué de presse

Maintenant, cette politique doit battre complètement en retraite !

Le mouvement social a infligé un premier recul à E. Macron et son gouvernement, mais il va falloir pousser l'avantage !

Lors de son discours de politique générale, le Premier ministre a annoncé la « suspension » de la réforme des retraites jusqu'aux prochaines élections présidentielles. Concrètement, cela signifierait, si l'amendement gouvernemental tient jusqu'au terme d'une navette parlementaire à l'issue incertaine, et s'il n'est pas censuré par le Conseil constitutionnel, que les générations 1964 et 1965 auront la possibilité de partir avec comme âge légal de départ 62 ans et 9 mois et 170 trimestres de cotisation.

Ce premier recul est à mettre à l'actif de la ténacité de celles et ceux qui se sont massivement mobilisé·es depuis 2023 et qui n'ont jamais renoncé. Les mobilisations sur le budget depuis le mois de juillet, et en particulier la rentrée sociale inédite construite par les organisations syndicales dans l'unité, ont mis sur la table l'exigence impérative de justice fiscale, sociale et environnementale obligeant E. Macron et le gouvernement à ce premier craquellement d'un totem de la politique néolibérale poursuivie sans relâche depuis 7 ans.

On est cependant encore loin du compte : la réforme n'est pas réellement suspendue, et encore moins abrogée, elle n'est que décalée à 2028 et son abandon conditionné aux conclusions d'une « Conférence sociale » qui, comme le conclut le dernier printemps, exclut les fonctionnaires des discussions sur les retraites, tout en ramenant par la fenêtre la retraite par points et la capitalisation ! Rien sur les inégalités entre les hommes et les femmes fonctionnaires, rien sur le niveau des pensions, conséquence directe de l'insuffisance des rémunérations indiciaires !

La FSU continue d'exiger l'abrogation de la réforme, la revalorisation des carrières, l'augmentation des salaires et des pensions des agent-es de la

fonction publique et des mesures d'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Quant au budget de l'État et au budget de la Sécurité sociale déposés aujourd'hui, ils réaffirment clairement le choix politique de l'austérité et le refus d'augmenter les recettes de l'État par des mesures de justice fiscale. Ces choix sont dangereux pour la cohésion sociale.

Gel du point d'indice, année blanche pour les pensions, remplacement de l'abattement de 10 % pour les retraité.es par un plafond de 2000 euros, gel des prestations sociales, doublement des franchises médicales, toujours 3000 suppressions de postes, dans les agences de l'État notamment, tout le projet du précédent Premier ministre y est ! Et ce n'est pas l'ersatz de taxe Zucman assortie de toutes les exonérations possibles qui fera illusion !

La FSU continue d'exiger un tout autre budget pour 2026. Les défis auxquels notre pays est confronté, la crise sociale, la crise climatique, la crise démocratique exigent de mieux répartir les richesses, de renforcer les services publics, de reconnaître le rôle incontournable des agent.es publics, de mieux rémunérer le travail de se doter d'une protection sociale de haut niveau et d'en garantir l'accès universel.

La FSU appelle chacun et chacune à s'informer, débattre et s'engager ensemble. Elle prendra, pendant la période du débat budgétaire, les initiatives nécessaires pour imposer d'autres choix et s'adresse à ses partenaires syndicaux afin de construire les mobilisations les plus larges possibles pour une véritable rupture avec les politiques d'austérité et pour un tout autre budget, de justice sociale, fiscale et environnementale.

Bagnolet, le 15 octobre 2024



Engagé·es
au quotidien